

page 5 éditorial

PRE

Qu'est-ce que l'Europe ? La violence de la question – tout sauf nouvelle : elle obsède depuis beau temps littérateurs, historiens et férus de géopolitique – nous revient par la guerre en Ukraine.

La « maison commune » rêvée sous divers avatars après l'effondrement de la bipolarité n'a jamais vu le jour, sinon sous les espèces hésitantes, et peu efficaces, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou sous la forme de dépendances cachant mal les intérêts de puissance. Autrement dit : sous les engagements juridiques, sous les dépendances économiques librement consenties, les rapports de force bruts veillaient, qui s'expriment à nouveau brutalement entre acteurs qu'on rêvait définitivement métamorphosés.

À l'ouest, la « construction européenne » se réveille en s'avisant de ce qu'elle n'a jamais su se définir : une obligation morale d'après catastrophe, un espace de prospérité commune, une nouvelle manière de dessiner le continent, un moyen de peser sur le monde, de découvrir une nouvelle nature de la puissance... ?

La question de l'identification des espaces politiques du Vieux Continent est au cœur du conflit ukrainien. La Russie veut redéfinir son « espace vital » historique, impérial, négligeant le dessin de ses frontières juridiques. En face, l'espace de référence serait-il l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qui n'intervient pas dans la guerre mais y prête une main technique, et constitue le soubassement de la défense commune de tout ce qui ne se voit pas dans le « monde russe » ? Ou une Union européenne (UE) qui réunirait cette part du continent ne se définissant pas comme héritier de la Russie ? Un espace transatlantique ou un espace proprement européen ? Ou d'autres formes d'émiettement, ou de regroupements ?

Une région d'Europe symbolise toujours aujourd'hui les contacts, recouvrements, contradictions, incertitudes de définition, entre les mouvants espaces stratégiques du continent : les Balkans occidentaux.

Les Balkans ont été dans les années 1990 emblématiques des politiques d'« intervention » de ce que l'on nommait alors la « communauté internationale », avec toute leur complexité morale, institutionnelle, politique, militaire... Depuis, ils sont le cadre de stratégies de construction ou reconstruction d'États et de nouveaux essais de coexistence régionale. Espace faiblement structuré, les Balkans occidentaux sont aujourd'hui un champ ouvert à la présence, à l'influence, à l'action des puissances dominantes du temps. UE, États-Unis, Russie, Chine et Turquie s'y entrecroisent avec des agendas propres – sans parler des organisations internationales ou de multiples sociétés civiles.

Dans le bouleversement, et le raidissement, des rapports de puissances qu'impose la guerre en Ukraine, l'espace balkanique pose une série de questions stratégiques essentielles. À quelles conditions internes et externes les États nés de partitions de crise peuvent-ils survivre, et coexister ? La Russie essaie-t-elle de « nous tourner » par le sud européen au nom du monde slave ? La Chine peut-elle s'installer en Europe comme un investisseur ordinaire ? Surtout : quel rôle l'UE doit-elle jouer dans cette région, au-delà des sempiternelles promesses d'élargissement ? Bref, à quoi ressemble le destin européen des pays des Balkans, et donc comment se redessine le destin européen de l'Union elle-même ?

* * *

Le dossier que présente *Politique étrangère*¹ s'efforce d'appréhender l'espace balkanique dans ses composantes stratégiques, locales et régionales. Il suggère donc aussi de s'interroger sur une UE dont l'unité-réflexe face à la Russie cache mal des hésitations de plus long terme.

Tout d'abord, qu'est-ce que l'élargissement ? Un devoir moral, une aide au relèvement, une obligation de stabilisation géopolitique ? Les allers-retours de Bruxelles vis-à-vis des pays des Balkans, sous le signe de la brutale option membre/non-membre, et la promesse d'ouverture à l'Ukraine alors qu'on sait que son adhésion ne peut être que lointaine n'aident pas à clarifier la réponse. Inversement, ces postures, entre hésitations et irréflections, brouillent la perception qu'a d'elle-même une entité impuissante à penser ses limites.

La cristallisation sur une nouvelle menace – la force russe ou sa capacité de nuisance, de déstabilisation – renforcera-t-elle l'unité politique des 27 ? On peut en douter. D'abord parce que cette cristallisation s'opérera massivement sous parapluie américain dans le cadre de l'OTAN. Ensuite, parce que dans ce cadre même les stratégies nationales reprennent le *lead* : en témoignent les divergences franco-allemandes qui, même travesties demain, demeureront symboliques des nouveaux temps.

Ceci augure mal d'avancées décisives dans les domaines de sécurité non couverts par l'Alliance atlantique, dont l'UE s'était officiellement fait une spécialité à travers sa politique de sécurité et de défense commune. Quel rôle les Européens, plus divisés que jamais en dépit de leur « boussole »,

1. Ce dossier a été réalisé en collaboration avec le Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe (CFA/ÖFZ).

pourraient-ils jouer demain au service de la stabilité de leur environnement sud – impuissants déjà à faire commencer ce dernier aux Balkans ?

D'autant que l'incertitude majeure est de toute évidence économique. Les déficits des finances publiques accumulés dans la zone euro par la crise du Covid-19, l'effet en retour des sanctions contre la Russie – bien au-delà du domaine énergétique, et dont on ne connaît que les prémices –, ainsi que les exigences de la transition énergétique à venir réduisent drastiquement les marges de manœuvre des décideurs, presque partout en Europe confrontés aux impasses financières et à la montée des populismes de toutes formes.

Face à cet avenir pour le moins incertain, le repli de la réflexion sur l'avenir de l'UE sur les dimensions techniques d'élargissements considérés comme unique option de politique étrangère apparaît misérable : c'est la pensée politique de l'Union qui est à construire, ou l'Union qui se déconstruira.

* * *

Il n'est pas bien sûr que la guerre en Ukraine nous permette encore de regarder loin. Le monde, pourtant, ne se résume pas aux malheurs européens – ce qu'expliquent clairement les réactions récentes hors-« Occident ». Pour les « autres » – même divisés, eux aussi –, l'« Occident global » que dénonce Poutine existe bien, hélas...

Trois contributions de ce numéro témoignent de la diversité des situations, des enjeux, des drames d'un monde en effervescence, plus ou moins loin des obsessions des « grands ». En République démocratique du Congo, une interminable guerre à la fois civile et régionale déchire l'Afrique des Grands Lacs sans que les interventions internationales semblent avoir prise sur la tragédie. Au Sri Lanka, la fin sanglante de la rébellion tamoule a donné toute son ampleur à un régime prédateur aujourd'hui renversé par une révolte populaire aux débouchés incertains. Enfin, beaucoup plus paisible désormais, le Chili peine pourtant à avancer dans une entreprise constitutionnelle qui a rassemblé les fastes et illusions des moments démocratiques : la liberté est partout difficile à codifier...

Des Balkans au Sri Lanka, c'est la diversité du monde qui, une fois encore, ici, nous interpelle. Une diversité préoccupante parce qu'elle semble mal contrôlable et enthousiasmante parce qu'irréductible aux modèles simples : nos idéologies – les représentations du monde qui déterminent nos actions – n'auront d'efficacité qu'en mesurant et prenant en compte cette complexité. Cette dernière commençant près de nous.